

Convention collective

IDCC : 9131. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES ET COOPÉRATIVES
D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE
(BOUCHES-DU-RHÔNE)
(12 février 1986)**

(Etendue par arrêté du 16 mai 1986,
Journal officiel du 29 mai 1986)

■ *Journal officiel* du 18 mars 2010

**Arrêté du 11 mars 2010 portant extension d'un avenant à la
convention collective de travail concernant le personnel d'exé-
cution des exploitations agricoles et des coopératives d'utilisa-
tion de matériel agricole du département des Bouches-du-Rhône
(n° 9131)**

NOR : AGRS1007047A

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 2261-15 et suivants et
R. 2231-1 ;

Vu l'arrêté du 16 mai 1986 portant extension de la convention collective
de travail du 12 février 1986 concernant le personnel d'exécution des exploi-
tations agricoles et des coopératives d'utilisation de matériel agricole du
département des Bouches-du-Rhône et les arrêtés successifs portant extension
des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 6 octobre 2009 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 16 jan-
vier 2010 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et
accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la
famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 38 du 6 octobre 2009 à la convention col-
lective de travail du 12 février 1986 concernant le personnel d'exécution des
exploitations agricoles et des coopératives d'utilisation de matériel agricole

du département des Bouches-du-Rhône sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 mars 2010.

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur des affaires financières,
sociales et logistiques,*
F. DE LA GUÉRONNIÈRE

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/50, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7^e), au prix de 8,20 €.